

**Art. 3.** Wordt benoemd als plaatsvervangend lid, vertegenwoordiger van het Verbond van Ondernemingen te Brussel, Mevr. Catherine Gernay, ter vervanging van de heer Eric Struyf, ontslagnemend wegens het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd, en wiens mandaat zij voleindigt.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 1997.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van Buitenlandse Handel,  
R. GRIJP

**Art. 3.** Est nommée en qualité de membre suppléant représentant l'Union des Entreprises de Bruxelles, Mme Catherine Gernay en remplacement de M. Eric Struyf, démissionnaire pour cause de limite d'âge, dont elle achève le mandat.

**Art. 4.** Le présente arrêté prend effet à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 1997.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Commerce extérieur,  
R. GRIJP

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

### COUR D'ARBITRAGE

[C - 98/21286]

#### Arrêt n° 53/98 du 20 mai 1998

Numéro du rôle : 1154

*En cause* : la question préjudicielle relative à l'article 7bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, posée par le juge de paix du canton de Quevaucamps.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet de la question préjudicielle*

Par jugement du 5 août 1997 en cause de la s.p.r.l. MTS Communication contre J. Vancoppenolle et A. Destickere, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 16 septembre 1997, le juge de paix du canton de Quevaucamps a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 7bis de la loi sur la chasse du 28 février 1882, modifiée par la loi du 4 avril 1900, viole-t-il les dispositions des articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il prévoit en son alinéa premier que les indemnités pour dommages causés par les lapins aux fruits et récoltes seront portés au double du dommage effectivement subi alors que les auteurs d'une faute quelconque et les chasseurs qui doivent réparer les dégâts causés par d'autres gibiers ne sont tenus de réparer que le dommage simple ? »

#### II. *Les faits et la procédure antérieure*

Avant de se prononcer sur le montant du dommage que devraient verser les défendeurs dans la procédure au fond en raison de la faute qu'ils ont commise d'avoir laissé proliférer des lapins sur les terrains litigieux, le juge de paix du canton de Quevaucamps a posé la question précitée de la conformité aux articles 10 et 11 de la Constitution de l'article 7bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

#### III. *La procédure devant la Cour*

Par ordonnance du 16 septembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 octobre 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 15 octobre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- A. Destickere, demeurant à 8800 Roulers, Veldstraat 29, par lettre recommandée à la poste le 20 novembre 1997;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 21 novembre 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

Le Gouvernement wallon a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 31 décembre 1997.

Par ordonnance du 25 février 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 16 septembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 25 mars 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 29 avril 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 26 mars 1998.

A l'audience publique du 29 avril 1998 :

- ont comparu :
- . Me J.-L. Fayt, avocat au barreau de Charleroi, pour A. Destickere;
- . Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

#### IV. En droit

- A -

##### *Mémoire de A. Destickere*

A.1.1. Il ressort de l'examen des travaux préparatoires des lois du 26 février 1846 et du 28 février 1882 et de ses modifications que les motifs de l'instauration, puis du maintien, du principe de la condamnation au paiement du double dommage ont évolué comme suit.

Dans le cadre de la loi du 26 février 1846, la raison d'être de l'adoption du double dommage est double : il compense, d'une part, l'interdiction faite au fermier de détruire le lapin sur son champ et, d'autre part, les frais de la procédure introduite par le fermier.

Lors de l'adoption de la loi du 28 février 1882, la raison d'être fondamentale de la disposition en cause reste bien présente, à savoir l'extrême abondance des lapins. Au-delà de celle-ci et outre le maintien de l'idée de compensation à l'interdiction de destruction par le fermier, deux motifs ont été avancés : d'une part, compenser la spéculation du propriétaire du bois qui entretient des lapins au détriment du cultivateur et, d'autre part, instituer une peine civile à l'encontre des chasseurs qui ne procèdent pas à la destruction desdits lapins.

La loi du 4 avril 1900, modifiant la loi du 28 février 1882, introduit notamment deux nouveautés; d'une part, elle autorise le fermier à détruire le lapin sur ses terres et, d'autre part, elle simplifie largement la procédure d'indemnisation. Pour le surplus, les mêmes motifs que ceux évoqués dans le cadre de la loi de 1882 ont été avancés pour justifier le maintien de la double indemnité.

A.1.2. Si l'adoption de la disposition en cause et son maintien lors des évolutions législatives précitées se justifiaient au regard de l'abondance dévastatrice des lapins et de la nécessité d'inciter les chasseurs à les détruire sur leurs terres, tel n'est cependant plus le cas depuis l'apparition du virus de la myxomatose, compte tenu de l'épidémie qu'il a causée parmi les lapins et de son rôle régulateur à l'égard de la population de ces mammifères.

Par ailleurs, eu égard au droit de destruction octroyé au fermier et à la simplification de la procédure réalisée par la loi de 1900, les motifs justifiant le double dommage par l'idée d'une compensation à l'absence de droit de destruction et aux frais de procédure ont perdu pertinence; il en est d'autant plus, s'agissant de compenser les frais de procédure, que la loi prévoit désormais une indemnité de procédure au bénéfice du justiciable qui gagne son procès, en ce compris donc le fermier, de telle sorte qu'une indemnisation supplémentaire de ce dernier serait dès lors à considérer comme une violation du principe d'égalité.

Il est relevé enfin que le législateur flamand, par son décret du 24 juillet 1991, a abrogé la disposition en cause.

##### *Mémoire du Gouvernement wallon*

A.2. Il est erroné d'affirmer que la raison d'être originaire de la mesure en cause - lutter contre la prolifération des lapins - a désormais disparu. D'une part, la race des lapins se caractérise par un rythme de reproduction exceptionnel, largement supérieur - et donc incomparable - au rythme de reproduction des autres gibiers. D'autre part, les dispositions réglementant les conditions de chasse du lapin, quasi illimitées par rapport à celles applicables à la chasse du sanglier, confirment l'actualité et la nécessité de la mesure en cause, nonobstant l'apparition de la myxomatose, laquelle mesure vise à maintenir l'abondance des lapins à un nombre ne mettant pas en danger les cultures avoisinantes.

Le décret du Conseil régional wallon du 14 juillet 1994, modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, n'a rien changé à la disposition litigieuse. Dans le même esprit, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces de gibier est beaucoup plus tolérant en ce qui concerne le lapin que le sanglier. En effet, en vertu de l'article 10 dudit arrêté, la destruction du lapin peut se faire toute l'année, de jour comme de nuit, sur tout le territoire de la Région wallonne.

La condamnation au paiement du double dommage en vue de limiter, d'une manière drastique, la surpopulation des lapins, reste une mesure pertinente et adéquate qui repose sur des motifs raisonnables eu égard au but visé, à savoir maintenir l'abondance des lapins à un nombre ne mettant pas en danger les cultures avoisinantes.

##### *Mémoire en réponse du Gouvernement wallon*

A.3. Il faut insister sur le fait que la population de lapins continue à causer des dégâts considérables dans les cultures. Si on parvient à l'heure actuelle à maintenir avec plus ou moins de succès la présence de lapins dans des proportions raisonnables et donc à limiter les dégâts excessifs aux cultures, c'est grâce au maintien de l'article 7bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1900.

Le décret du Conseil régional wallon du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse n'a dès lors rien changé à la disposition en cause, dans le but de préserver les intérêts de l'économie wallonne et de l'agriculture en particulier.

- B -

B.1. L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 7bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifié notamment par la loi du 4 avril 1900, dispose, en ce qui concerne la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale :

« Les indemnités pour dommages causés par les lapins aux fruits et récoltes seront portées au double. »

##### *Quant au fond*

B.2. La différence de traitement soumise à la Cour concerne la distinction qui est faite entre les responsables de dommages causés aux cultures par les lapins et les personnes préjudiciées par ces dommages, d'une part, et les responsables ainsi que les victimes d'autres dommages, d'autre part : en vertu de la disposition en cause, les premiers sont en effet tenus au paiement ou bénéficient d'une indemnité double de celle correspondant au dommage alors que pour les seconds, l'indemnité correspond simplement à celui-ci.

B.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4. La disposition en cause trouve son origine dans l'article 3, alinéa 4, de la loi du 28 février 1846. Elle a été reprise, en des termes inchangés, à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, ainsi qu'à l'article 2 de la loi modificative du 4 avril 1900, qui a remplacé la disposition précitée de la loi de 1882 par son actuel article 7*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>.

B.5.1. Il ressort des travaux préparatoires de ces trois textes que l'adoption, puis le maintien, par le législateur de la double indemnisation des dommages causés aux cultures par les lapins visait à réagir contre le fléau que ceux-ci constituaient, à l'époque, pour l'agriculture en raison de leur prolifération très importante. « Il est généralement reconnu que le lapin est un animal qui cause beaucoup de dommage aux récoltes. [...] des mesures sont à prendre pour faire réparer ces dommages et autant que possible pour en faire cesser la cause » (*Ann.*, Chambre, 1845-1846, séance du 6 février 1845, p. 588). De même, « l'abondance des lapins constitue une calamité publique contre laquelle il faut réagir avec vigueur » (*Ann.*, Chambre, 1881-1882, séance du 8 décembre 1881, p. 215); « les lapins sont peut-être le seul gibier dont la multiplication a paru tellement dangereuse qu'il faille absolument l'arrêter. » (*ibidem*)

B.5.2. Au-delà de cet objectif général, les travaux préparatoires indiquent que le législateur, en instaurant une double indemnisation, entendait, d'une part, prévenir les dégâts causés aux cultures par les lapins et, d'autre part, compenser les dommages et charges subis par les préjudiciés.

S'agissant du rôle préventif de ce qu'on appelle le double dommage, il a été relevé que ce dernier, « par le jeu naturel de l'intérêt personnel, [...] maintient dans des limites convenables la multiplicité des lapins. Il n'a pas tant pour but de combler le réclamant que de prévenir les motifs de réclamations. Il doit servir et il sert surtout de remède préventif, et personne ne contestera que ce remède ne soit moins efficace avec le dommage simple » (*Doc.*, Chambre, 1897-1898, n° 175, pp. 22 et 23).

En ce qui concerne la fonction de réparation de la double indemnité, il a été souligné que celle-ci « ne devait pas être proportionnée seulement avec le dégât commis par les lapins, mais devait encore être en rapport avec les frais qu'il [le préjudicié] est dans le cas de faire pour poursuivre l'action civile par-devant les tribunaux » (*Ann.*, Chambre, 1845-1846, séance du 7 février 1846, p. 595). Outre cette idée de compensation des frais de procès, apparaît l'idée de compenser le fait que l'agriculteur ne peut détruire lui-même, sous le régime des lois de 1846 et 1882, les lapins qui ravagent ses récoltes (*ibidem*).

B.6. Si la double indemnisation des dommages causés aux fruits et récoltes par les lapins a pu constituer une mesure à la fois pertinente et proportionnée par rapport aux objectifs poursuivis à l'époque par le législateur, en 1846, 1882 et 1900, il y a lieu de vérifier si elle reste justifiée, dans les circonstances actuelles, au regard des principes d'égalité et de non-discrimination.

B.7.1. La Cour constate qu'il n'est pas contesté que des changements importants soient intervenus dans les circonstances de fait : la prolifération des lapins a été réduite fortement et de façon durable par l'effet de diverses maladies, dont la myxomatose, de telle sorte qu'il est difficile d'y voir encore aujourd'hui un fléau qui justifierait des mesures exceptionnelles.

Certes, une loi qui revêt un caractère préventif pourrait se justifier par le seul souci de prévenir un retour du fléau que son adoption combattait. Toutefois, même en pareil cas, un tel souci ne saurait justifier une mesure extrêmement dérogatoire aux principes du droit commun que si le caractère persistant du risque exceptionnel avait été démontré.

B.7.2. Il résulte de ce qui précède que la double indemnisation des dommages causés aux fruits et récoltes par les lapins n'est plus une mesure proportionnée par rapport à l'objectif du législateur.

La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 7*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1900, viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 20 mai 1998.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président,  
M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

[C - 98/21286]

#### Arrest nr. 53/98 van 20 mei 1998

Rolnummer 1154

*In zake* : de prejudiciële vraag betreffende artikel 7*bis* van de jachtwet van 28 februari 1882, gesteld door de vrederechter van het kanton Quevaucamps.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cereixe en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag*

Bij vonnis van 5 augustus 1997 in zake de b.v.b.a. MTS Communication tegen J. Vancoppenolle en A. Destickere, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 16 september 1997, heeft de vrederechter van het kanton Quevaucamps de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 7*bis* van de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij de wet van 4 april 1900, de bepalingen van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het in het eerste lid bepaalt dat de vergoeding voor schade veroorzaakt door konijnen aan vruchten en gewassen, het dubbele van de geleden schade bedraagt terwijl zij die enige fout hebben begaan en de jagers die de schade dienen te vergoeden die veroorzaakt is door ander wild, slechts gehouden zijn gewoon de schade te vergoeden ? »

## II. De feiten en de rechtspleging in het bodemgeschil

Alvorens zich uit te spreken over het schadebedrag dat de verweerders in de procedure ten gronde zouden moeten betalen wegens de fout die zij hebben begaan, namelijk het toelaten van een snelle uitbreiding van de konijnenpopulatie op de betrokken terreinen, heeft de vrederechter van het kanton Quevaucamps de voormelde vraag gesteld over de overeenstemming van artikel 7bis, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

## III. De rechtspleging voor het Hof

Bij beschikking van 16 september 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 6 oktober 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 1997.

Memories zijn ingediend door :

- A. Destickere, wonende te 8800 Roeselare, Veldstraat 29, bij op 20 november 1997 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 21 november 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 1 december 1997 ter post aangetekende brieven.

De Waalse Regering heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 31 december 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 februari 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 16 september 1998.

Bij beschikking van 25 maart 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 29 april 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 26 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 29 april 1998 :

- zijn verschenen :
- . Mr. J.-L. Fayt, advocaat bij de balie te Charleroi, voor A. Destickere;
- . Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

## IV. In rechte

- A -

### Memorie van A. Destickere

A.1.1. Uit het onderzoek van de parlementaire voorbereiding van de wetten van 26 februari 1846 en 28 februari 1882 alsmede uit de wijzigingen ervan blijkt dat de motieven voor de invoering, en vervolgens de handhaving, van het principe van de veroordeling tot de betaling van het dubbele schadebedrag als volgt zijn geëvolueerd.

In het kader van de wet van 26 februari 1846 is er een tweevoudige bestaansreden voor de aanneming van het dubbele schadebedrag : het compenseert, enerzijds, het verbod dat de landbouwer wordt opgelegd om konijnen op zijn veld te verdelgen en, anderzijds, de kosten van de door de landbouwer ingestelde procedure.

Bij de aanneming van de wet van 28 februari 1882 was de fundamentele bestaansreden voor de in het geding zijnde bepaling nog steeds aanwezig, namelijk de extreme overvloed van konijnen. Naast die reden en benevens de handhaving van de idee van compensatie voor het verbod op verdelging door de landbouwer, zijn twee motieven aangevoerd : enerzijds, het compenseren van de speculatie door de eigenaar van het bos die konijnen in stand houdt ten nadele van de landbouwer en, anderzijds, het instellen van een burgerrechtelijke straf voor de jagers die de genoemde konijnen niet verdelgen.

De wet van 4 april 1900 tot wijziging van de wet van 28 februari 1882 voert met name twee nieuwigheden in; enerzijds, machtigt zij de landbouwer ertoe konijnen op zijn gronden te verdelgen en, anderzijds, vereenvoudigt zij in ruime mate de procedure van schadeloosstelling. Voor het overige zijn dezelfde motieven aangevoerd als degene die in het kader van de wet van 1882 waren aangehaald om de handhaving van het dubbele schadebedrag te verantwoorden.

A.1.2. De aanneming van de in het geding zijnde bepaling en de handhaving ervan tijdens de voormelde evolutie van de wetgeving waren weliswaar verantwoord ten aanzien van de vernielende overvloed van konijnen en de noodzaak om de jagers ertoe aan te zetten ze op hun gronden te verdelgen. Zulks is echter niet meer het geval sinds het verschijnen van het myxomatosevirus, gelet op de epidemie die het onder de konijnen heeft veroorzaakt en de regulariserende rol ervan ten aanzien van de populatie van die zoogdieren.

Gelet op het aan de landbouwer toegekende verdelgingsrecht en de vereenvoudiging van de procedure ingevolge de wet van 1900, zijn de motieven waarbij het dubbele schadebedrag wordt verantwoord door de idee van een compensatie voor de ontstentenis van een verdelgingsrecht en voor de procedurekosten overigens niet meer relevant; dat geldt des te meer wat de compensatie voor de procedurekosten betreft, daar de wet voortaan voorziet in een rechtsplegingsvergoeding ten voordele van de rechtzoekende die het proces wint, dus ook van de landbouwer, zodat een bijkomende schadeloosstelling van laatstgenoemde bijgevolg als een schending van het gelijkheidsbeginsel zou moeten worden beschouwd.

Ten slotte wordt opgemerkt dat de Vlaamse wetgever, bij zijn decreet van 24 juli 1991, de in het geding zijnde bepaling heeft opgeheven.

*Memorie van de Waalse Regering*

A.2. Het is verkeerd te beweren dat de oorspronkelijke bestaansreden voor de in het geding zijnde maatregel - de bestrijding van de proliferatie van konijnen - voortaan verdwenen is. Enerzijds, wordt het ras van de konijnen gekenmerkt door een buitengewoon voortplantingstempo, dat veel hoger is dan - en dus onvergelykbaar met - het voortplantingstempo van het andere wild. Anderzijds, bevestigen de bepalingen waarbij de voorwaarden van de jacht op konijnen worden gereguleerd, en die haast onbeperkt zijn in vergelijking met die welke van toepassing zijn op de jacht op everzwijnen, de actualiteit en de noodzaak van de in het geding zijnde maatregel, ondanks het verschijnen van myxomatose, die ertoe strekt het grote aantal konijnen op een peil te houden waarbij de naburige gewassen niet in gevaar worden gebracht.

Het decreet van de Waalse Gewestraad van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882 heeft aan de betwiste bepaling niets veranderd. In dezelfde zin is het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild veel toleranter voor het konijn dan voor het wild zwijn. Krachtens artikel 10 van dat besluit kan de bestrijding van het konijn immers het ganse jaar plaatsvinden, zowel overdag als 's nachts, op het hele grondgebied van het Waalse Gewest.

De veroordeling tot het betalen van het dubbele schadebedrag met het oog op een drastische beperking van de overpopulatie van de konijnen blijft een pertinente en adequate maatregel die berust op redelijke motieven gelet op het beoogde doel, namelijk het grote aantal konijnen op een peil te houden waarbij de naburige gewassen niet in gevaar worden gebracht.

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering*

A.3. Er moet worden beklemtoond dat de konijnenpopulatie aanzienlijke schade blijft aanrichten aan de gewassen. Kan men thans weliswaar min of meer met succes de aanwezigheid van konijnen binnen redelijke proporties houden en dus de buitensporige schade aan de gewassen beperken, dan is dat dankzij de handhaving van artikel 7bis van de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij de wet van 4 april 1900.

Het decreet van de Waalse Gewestraad van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882 heeft derhalve aan de in het geding zijnde bepaling niets gewijzigd, met de bedoeling de belangen van de Waalse economie en van de landbouw in het bijzonder te vrijwaren.

- B -

B.1. Het eerste lid van artikel 7bis van de jachtwet van 28 februari 1882, met name gewijzigd bij de wet van 4 april 1900, bepaalt, wat het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreft :

« De vergoeding voor schade, door konijnen aan vruchten en gewassen veroorzaakt, bedraagt het dubbele van de schade. »

*Ten gronde*

B.2. Het aan het Hof voorgelegde verschil in behandeling betreft het onderscheid gemaakt tussen diegenen die aansprakelijk zijn voor schade veroorzaakt door konijnen aan de gewassen en de door die schade benadeelde personen, enerzijds, en diegenen die aansprakelijk zijn, alsmede diegenen die het slachtoffer zijn van andere schade, anderzijds : krachtens de in het geding zijnde bepaling, zijn eerstgenoemden immers gehouden tot de betaling van of genieten zij een vergoeding die het dubbele bedraagt van die welke overeenstemt met de schade, terwijl die vergoeding voor laatstgenoemden zonder meer hieraan gelijk is.

B.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4. De in het geding zijnde bepaling vindt haar oorsprong in artikel 3, vierde lid, van de wet van 28 februari 1846. Zij is, in dezelfde bewoordingen, overgenomen in artikel 7, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882, alsmede in artikel 2 van de wijzigingswet van 4 april 1900, waarbij de voormelde bepaling van de wet van 1882 door het huidige artikel 7bis, eerste lid, is vervangen.

B.5.1. Uit de parlementaire voorbereiding van die drie teksten blijkt dat de aanneming, en vervolgens de handhaving, door de wetgever van de dubbele schadeloosstelling voor schade veroorzaakt aan de gewassen door konijnen ertoe strekte te reageren tegen de plaag die de konijnen destijds, wegens hun zeer snelle vermenigvuldiging, voor de landbouw vormden. « Algemeen wordt aangenomen dat het konijn een dier is dat veel schade aan de gewassen veroorzaakt. [...] maatregelen moeten worden genomen om die schade te laten herstellen en zoveel mogelijk om een einde te maken aan de oorzaak ervan » (*Hand.*, Kamer, 1845-1846, vergadering van 6 februari 1845, p. 588). Zo ook « vormt de overvloed van konijnen een algemene ramp waartegen krachtig moet worden gereageerd » (*Hand.*, Kamer, 1881-1882, vergadering van 8 december 1881, p. 215); « de konijnen zijn wellicht het enige wild waarvan de vermenigvuldiging dermate gevaarlijk is gebleken dat die absoluut moet worden stopgezet » (*ibidem*).

B.5.2. Naast die algemene doelstelling, wordt in de parlementaire voorbereiding gesteld dat de wetgever, door een dubbele schadeloosstelling in te voeren, enerzijds, de door de konijnen aan de gewassen veroorzaakte schade wilde voorkomen en, anderzijds, de door de benadeelden geleden schade en lasten wilde compenseren.

Met betrekking tot de preventieve rol van wat het dubbele schadebedrag wordt genoemd, werd opgemerkt dat dit laatste « door het natuurlijke spel van het persoonlijk belang, de veelvuldigheid van de konijnen binnen redelijke grenzen houdt. Het heeft niet zozeer tot doel de klager tevreden te stellen dan wel de motieven voor de klachten te voorkomen. Het dient en moet vooral dienen als preventief middel, en niemand zal betwisten dat dat middel minder doeltreffend is met het enkele schadebedrag » (*Gedr. St.*, Kamer, 1897-1898, nr. 175, pp. 22 en 23).

Wat de herstelfunctie van het dubbele schadebedrag betreft, werd onderstreept dat dit « niet alleen evenredig moest zijn met de door de konijnen veroorzaakte schade, maar ook in verhouding moest staan tot de kosten die hij [de benadeelde] in voorkomend geval moet aangaan om de burgerlijke rechtsoverdracht voor de rechtbanken in te stellen » (*Hand.*, Kamer, 1845-1846, vergadering van 7 februari 1846, p. 595). Naast die idee van compensatie van de proceskosten, verschijnt de idee om het feit te compenseren dat de landbouwer, onder het stelsel van de wetten van 1846 en 1882, de konijnen die zijn gewassen vernielen, niet zelf mag vernietigen (*ibidem*).

B.6. Hoewel de dubbele schadeloosstelling voor de door konijnen aan vruchten en gewassen veroorzaakte schade een maatregel heeft kunnen vormen die zowel relevant was als evenredig ten opzichte van de destijds door de wetgever in 1846, 1882 en 1900 nagestreefde doelstellingen, dient te worden onderzocht of ze ten aanzien van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie verantwoord blijft in de huidige omstandigheden.

B.7.1. Het Hof stelt vast dat niet is betwist dat in de feitelijke omstandigheden belangrijke wijzigingen zich hebben voorgedaan : de vermenigvuldiging van de konijnen is sterk en op duurzame wijze verminderd als gevolg van diverse ziekten waaronder myxomatose, zodat zij thans nog bezwaarlijk als een plaag kan worden beschouwd die uitzonderlijke maatregelen zou verantwoorden.

Weliswaar zou een wet met een preventief karakter kunnen worden verantwoord op grond van de enkele zorg te voorkomen dat de kwaal die met de aanneming van die wet werd bestreden, zich opnieuw zou voordoen. Maar zelfs in dat geval zou die zorg geen maatregel kunnen verantwoorden die zeer sterk van de gemeenrechtelijke beginselen afwijkt dan indien het aanhoudende karakter van het uitzonderlijke gevaar zou zijn aangetoond.

B.7.2. Uit wat voorafgaat blijkt dat de dubbele schadeloosstelling voor de door konijnen aan vruchten en gewassen veroorzaakte schade thans niet meer evenredig is ten opzichte van de doelstelling van de wetgever.

De prejudiciële vraag moet bevestigend worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 7bis, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij de wet van 4 april 1900, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 20 mei 1998.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

#### ÜBERSETZUNG

#### SCHIEDSHOF

[C - 98/21286]

#### Urteil Nr. 53/98 vom 20. Mai 1998

Geschäftsverzeichnismr. 1154

*In Sachen:* Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 7bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, gestellt vom Friedensrichter des Kantons Quevaucamps.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior, verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der präjudiziellen Frage

In seinem Urteil vom 5. August 1997 in Sachen der MTS Communication GmbH gegen J. Vancoppenolle und A. Destickere, dessen Ausfertigung am 16. September 1997 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat der Friedensrichter des Kantons Quevaucamps folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 7bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 in der durch das Gesetz vom 4. April 1900 abgeänderten Fassung gegen die Bestimmungen der Artikel 10 und 11 der Verfassung, soweit er in seinem Absatz 1 vorsieht, daß der Schadensersatz für durch Kaninchen verursachte Schäden an Früchten und Gewächsen dem Doppelten des tatsächlich erlittenen Schadens entspricht, wohingegen diejenigen, die irgendwie fehlerhaft gehandelt haben, und Jäger, die durch anderes Wild verursachte Schäden ersetzen müssen, nur den einfachen Schaden zu vergüten haben? »

#### II. Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren

Vor der Entscheidung über die Höhe des Schadensersatzes, den die Beklagten im Hauptverfahren wegen ihres schuldhaften Verhaltens, das darin besteht, eine starke Vermehrung der Kaninchenpopulation auf den betreffenden Grundstücken erlaubt zu haben, zu leisten hätten, hat der Friedensrichter des Kantons Quevaucamps die vorgenannte Frage bezüglich der Vereinbarkeit von Artikel 7bis Absatz 1 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung gestellt.

#### III. Verfahren vor dem Hof

Durch Anordnung vom 16. September 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 6. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Oktober 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- A. Destickere, wohnhaft in 8800 Roeselare, Veldstraat 29, mit am 20. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 21. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 1. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die Wallonische Regierung hat mit am 31. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwiderungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 25. Februar 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 16. September 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 25. März 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 29. April 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 26. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 29. April 1998

- erschienen

. RA J.-L. Fayt, in Charleroi zugelassen, für A. Destickere,

. RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwältinnen angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

#### IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

##### *Schriftsatz von A. Destickere*

A.1.1. Aus der Untersuchung der Vorarbeiten zu den Gesetzen vom 26. Februar 1846 und 28. Februar 1882 sowie aus ihren Abänderungen gehe hervor, daß die Gründe für die Einführung und die Beibehaltung des Prinzips der Verurteilung zur Leistung des doppelten Schadensersatzes sich folgendermaßen entwickelt hätten.

Im Rahmen des Gesetzes vom 26. Februar 1846 gebe es zwei Gründe dafür, den doppelten Schadensersatz anzunehmen: Er kompensiere einerseits das dem Landwirt auferlegte Verbot, Kaninchen auf seinem Feld zu vernichten, und andererseits die Kosten des durch den Landwirt eingeleiteten Verfahrens.

Bei der Annahme des Gesetzes vom 28. Februar 1882 sei der fundamentale Grund für die beanstandete Bestimmung noch immer aktuell gewesen, nämlich die übermäßige Überpopulation der Kaninchen. Neben diesem Grund und zusätzlich zu der Aufrechterhaltung der Idee der Kompensation für das Verbot der Vernichtung durch den Landwirt, seien noch zwei Gründe angeführt worden: Einerseits die Kompensation der Spekulation durch den Eigentümer des Waldes, der zum Nachteil des Landwirts Kaninchen unterhalte, und andererseits die Einführung einer zivilrechtlichen Strafe für die Jäger, die diese Kaninchen nicht vernichten würden.

Das Gesetz vom 4. April 1900 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 führe besonders zwei Neuheiten ein; einerseits ermächtige es den Landwirt, Kaninchen auf seinem Land zu vernichten, und andererseits vereinfache es weitgehend das Schadensersatzverfahren. Im übrigen würden die gleichen Gründe angeführt wie jene, die im Rahmen des Gesetzes von 1882 zur Beibehaltung des doppelten Schadensersatzes geführt hätten.

A.1.2. Die Annahme der beanstandeten Bestimmung und ihre Beibehaltung während der erwähnten Entwicklung der Gesetzgebung seien zwar hinsichtlich des zerstörerischen Kaninchenüberflusses und der Notwendigkeit, die Jäger dazu zu veranlassen, sie auf ihrem Land zu vernichten, gerechtfertigt gewesen. Dies treffe jedoch seit dem Auftreten des Myxomatosevirus nicht mehr zu, da die dadurch bei den Kaninchen verursachte Epidemie hinsichtlich ihrer Population eine regularisierende Rolle gespielt habe.

Angesichts des dem Landwirt zugestandenen Vernichtungsrechts und der Vereinfachung des Verfahrens infolge des Gesetzes von 1900 seien die Gründe, die den doppelten Schadensersatz mit der Idee eines Ausgleichs für das fehlende Vernichtungsrecht und für die Verfahrenskosten gerechtfertigt hätten, übrigens nicht mehr relevant; dies gelte hinsichtlich der Verfahrenskosten um so mehr, da das Gesetz künftig eine Prozeßkostenentschädigung zugunsten des Rechtsuchenden, der den Prozeß gewinne, vorsehe, also auch zugunsten des Landwirts, so daß ein zusätzlicher Schadensersatz für den Letztgenannten folglich als ein Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz angesehen werden müsse.

Schließlich müsse erwähnt werden, daß der flämische Gesetzgeber mit seinem Dekret vom 24. Juli 1991 die beanstandete Bestimmung aufgehoben habe.

##### *Schriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.2. Es sei nicht richtig zu behaupten, daß die ursprüngliche Rechtfertigung für die beanstandete Maßnahme - die Bekämpfung der überhandnehmenden Vermehrung der Kaninchen - künftig hinfällig sei. Einerseits zeichne sich die Rasse der Kaninchen dadurch aus, daß sie sich außergewöhnlich schnell vermehre, viel schneller als anderes Wild und somit nicht damit vergleichbar. Andererseits würden die Bestimmungen, die die Bedingungen für die Jagd auf Kaninchen regeln würden und die im Vergleich zu denen für die Jagd auf Wildschweine fast unbegrenzt seien, die Aktualität und die Notwendigkeit der beanstandeten Maßnahme trotz des Auftretens von Myxomatose bestätigen - einer Maßnahme, die die Kaninchenpopulation auf einem für die angrenzenden Gewächse ungefährlichen Stand halten solle.

Das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 habe nichts an der fraglichen Bestimmung geändert. Im selben Sinne sei der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten viel toleranter für das Kaninchen als für das Schwarzwild. Kraft Artikel 10 dieses Erlasses könne nämlich die Vernichtung des Kaninchens auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region während des ganzen Jahres erfolgen, tags- oder nachtsüber.

Die Verurteilung zur Leistung des doppelten Schadensersatzes im Hinblick auf eine drastische Eindämmung der Überpopulation der Kaninchen sei weiterhin eine zweckdienliche und adäquate Maßnahme, die auf vernünftigen Gründen beruhe, in Anbetracht der verfolgten Zielsetzung, die darin bestehe, die Kaninchenpopulation auf einem für die angrenzenden Gewächse ungefährlichen Stand zu halten.

##### *Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.3. Es sei hervorzuheben, daß die Kaninchenpopulation den Gewächsen weiterhin beträchtliche Schäden zufüge. Wenn sich die Kaninchenpopulation zur Zeit mehr oder weniger in Grenzen halte und somit übermäßige Schäden an den Gewächsen verhindert werden könnten, so sei dies eben der Aufrechterhaltung von Artikel 7bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 in der durch das Gesetz vom 4. April 1900 abgeänderten Fassung zu verdanken.

Das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 habe also nichts an der fraglichen Bestimmung geändert, mit dem Ziel, die Interessen der wallonischen Wirtschaft, insbesondere der Landwirtschaft zu wahren.

- B -

B.1. Der erste Absatz von Artikel 7bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, insbesondere abgeändert durch das Gesetz vom 4. April 1900, bestimmt bezüglich der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt:

« Die Entschädigung für den durch Kaninchen an Früchten und Gewächsen verursachten Schaden beträgt das Doppelte des Schadens. »

#### Zur Hauptsache

B.2. Der dem Hof vorgelegte Behandlungsunterschied betrifft den Unterschied zwischen jenen, die für die durch Kaninchen verursachten Schäden an Gewächsen verantwortlich sind, und den durch diesen Schaden benachteiligten Personen einerseits und den für anderen Schaden Verantwortlichen sowie den dadurch Benachteiligten andererseits; kraft der beanstandeten Bestimmung sind Erstgenannte nämlich verpflichtet, den doppelten Betrag des Schadens zu ersetzen, bzw. erhalten sie den doppelten Betrag des Schadens, während diese Entschädigung für Letztgenannte nur dem Schaden selbst entspricht.

B.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4. Die beanstandete Bestimmung findet ihren Ursprung in Artikel 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 28. Februar 1846. Sie wurde mit gleichem Wortlaut in Artikel 7 Absatz 1 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 übernommen, wie auch in Artikel 2 des Abänderungsgesetzes vom 4. April 1900, mit dem die o.a. Bestimmung des Gesetzes von 1882 durch den heutigen Artikel 7bis Absatz 1 ersetzt wurde.

B.5.1. Aus den Vorarbeiten zu diesen drei Texten geht hervor, daß der Gesetzgeber die doppelte Entschädigung für durch Kaninchen an Gewächsen verursachte Schäden angenommen und dann beibehalten hat, um gegen die Plage, die die Kaninchen damals wegen ihrer sehr raschen Vermehrung für die Landwirtschaft darstellten, vorzugehen. « Allgemein wird angenommen, daß das Kaninchen ein Tier ist, das viel Schaden an den Gewächsen verursacht. [...] Maßnahmen müssen ergriffen werden, um diese Schäden zu beheben und ihre Ursache so gut wie möglich zu beseitigen » (*Ann.*, Kammer, 1845-1846, Sitzung vom 6. Februar 1845, S. 588). Ebenso « stellt die Überpopulation der Kaninchen eine allgemeine Katastrophe dar, gegen die tatkräftig vorgegangen werden muß (*Ann.*, Kammer, 1881-1882, Sitzung vom 8. Dezember 1881, S. 215); « die Kaninchen sind vielleicht das einzige Wild, dessen Vermehrung sich als dermaßen gefährlich erwiesen hat, daß diese unbedingt verhindert werden muß » (ebenda).

B.5.2. Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß der Gesetzgeber mit der Einführung eines doppelten Schadensersatzes neben dieser allgemeinen Zielsetzung einerseits auch den durch Kaninchen an Gewächsen verursachten Schäden vorbeugen und andererseits die durch die Benachteiligten erlittenen Schäden und Belastungen kompensieren wollte.

In bezug auf die prophylaktische Rolle des sogenannten doppelten Schadensersatzes wurde erwähnt, daß dieser « durch das natürliche Spiel des persönlichen Interesses die Vermehrung der Kaninchen in vernünftigen Grenzen hält. Sein Ziel ist weniger die Zufriedenstellung des Klägers, sondern eher die Vorbeugung der Beschwerdegründe für die Klagen. Sein Zweck liegt und muß vor allem darin liegen vorzubeugen, und niemand wird bezweifeln, daß auf diese Art und Weise weniger erreicht wird mit dem einfachen Schadensersatz » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1897-1898, Nr. 175, SS. 22 und 23).

Hinsichtlich der Wiederherstellungsfunktion des doppelten Schadensersatzes wurde hervorgehoben, daß « dieser nicht nur in einem angemessenen Verhältnis zu den durch Kaninchen verursachten Schäden, sondern auch zu den von ihm [dem Benachteiligten] zu tragenden Kosten stehen muß für den Fall, daß er Zivilklage bei den Gerichten einreicht » (*Ann.*, Kammer, 1845-1846, Sitzung vom 7. Februar 1846, S. 595). Neben dieser Idee des Ausgleichs für Verfahrenskosten taucht die Idee auf, die Tatsache zu kompensieren, daß der Landwirt unter der Geltung der Gesetze von 1846 und 1882 die Kaninchen, die seine Gewächse zerstören, nicht selbst vernichten darf (ebenda).

B.6. Obgleich der doppelte Schadensersatz für den durch Kaninchen an Früchten und Gewächsen verursachten Schaden eine Maßnahme darstellen konnte, die sowohl relevant war als auch verhältnismäßig hinsichtlich der damals durch den Gesetzgeber in den Jahren 1846, 1882 und 1900 angestrebten Zielsetzungen, muß untersucht werden, ob er hinsichtlich der Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsätze unter den heutigen Umständen noch gerechtfertigt ist.

B.7.1. Der Hof stellt fest, daß an der beträchtlichen Veränderung der tatsächlichen Umstände nicht gezweifelt wird, denn die Vermehrung der Kaninchen ist erheblich und dauerhaft als Folge verschiedener Krankheiten, u.a. der Myxomatose, zurückgegangen, so daß sie heute kaum noch als Plage angesehen werden kann, die Sondermaßnahmen rechtfertigt.

Zwar wäre ein Gesetz mit Präventivcharakter aufgrund einzig der Sorge, einer Wiederholung der mit der Annahme dieses Gesetzes bekämpften Plage vorzubeugen, gerechtfertigt; aber selbst in diesem Fall könnte die Sorge keine von den Grundsätzen des gemeinen Rechts stark abweichende Maßnahme rechtfertigen - es sei denn, der hartnäckige Charakter der außergewöhnlichen Gefahr werde nachgewiesen.

B.7.2. Aus dem Vorangegangenen geht hervor, daß der doppelte Schadensersatz für durch Kaninchen an Früchten und Gewächsen verursachte Schäden heute nicht mehr im angemessenen Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers steht.

Die präjudizielle Frage muß bejahend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 7bis Absatz 1 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 in der durch das Gesetz vom 4. April 1900 abgeänderten Fassung verletzt die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 20. Mai 1998.

Der Kanzler,  
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
(gez.) M. Melchior.